https://ricochets.cc/Macron-champion-des-lois-liberticides-sur-fond-d-autoritarisme-brutal-et-policier.html

# Macron : champion des lois liberticides, sur fond d'autoritarisme brutal et policier

- Les Articles -
Date de mise en ligne : mardi 8 décembre 2020

**Copyright © Ricochets - Tous droits réservés**

Au delà des effets de communication du régime et de ses éternelles volontés de « pédagogie » envers les contestataires toujours débiles qui « n'ont pas bien compris », voyons quelques réalités concernant les lois liberticides et autoritaires qui s'empilent et leurs conséquences gravissimes.
**En prévision des élections de 2022, le Macronistan va tenter de redorer son image et celle de ses flics, alors faisons ressortir les grosses taches indélébiles sur le costume de robocop.**

# Quelques exemples édifiants

Inutile de rappeler les brutalités et traques que subissent systématiquement des exilé.e.s à Paris et ailleurs ( approuvées par les sympathisants LREM), tout le monde a aussi encore en tête le tabassage raciste d'un producteur de musique noir à Paris par des flics.

Décrets PASP : fichage massif des militants politiques

Alors voyons d'autres éléments (voir aussi en PS la liste des manifestants blessés le 5 décembre) :

- **Décrets** PASP : fichage massif des militants politiques - Après la loi sécurité globale et la loi séparatisme, le gouvernement poursuit son offensive généralisée visant à museler toute opposition politique. Mercredi dernier, les trois fichiers de « sécurité publique » (PASP, GIPASP et EASP) ont été largement étendus par trois décrets (ici, ici et là). Ils permettront le fichage massif de militantes et militants politiques, de leur entourage (notamment de leurs enfants mineurs), de leur santé ou de leurs activités sur les réseaux sociaux. Malgré ses moyens limités, La Quadrature du Net n'entend pas se faire prendre de vitesse par cette offensive généralisée. Elle contestera ces décrets non seulement dans la rue, chaque samedi au sein de la coordination contre la loi sécurité générale, mais aussi en justice, devant le Conseil d'État.
  (...) Alors que la loi sécurité globale autorise des techniques de captation d'informations en masse (drones et caméras piétons), ces trois nouveaux décrets concernent la façon dont ces informations pourront être exploitées et conservées, pendant 10 ans. Si, via la loi sécurité globale, tous les manifestants pourront être filmés en manifestation et que, via le fichier TAJ, une grande partie d'entre eux pourra être identifiée par reconnaissance faciale, le PASP et le GIPASP leur a déjà préparé une fiche complète où centraliser toutes les informations les concernant, sans que cette surveillance ne soit autorisée ni même contrôlée par un juge.
  L'ensemble de ce système, aussi complexe qu'autoritaire, poursuit l'objectif décrit dans le récent livre blanc de la sécurité intérieure : faire passer la surveillance policière à une nouvelle ère technologique avant les JO de 2024. Nous préparons notre recours pour contester la validité de ces décrets devant le Conseil d'État et serons samedi 12 décembre dans la rue, comme tous les samedis désormais, pour lutter contre le fichage généralisé et la surveillance des manifestants.
- **Surveillance : Des fichiers vont désormais collecter les «** opinions politiques » affichées sur les réseaux sociaux - En plein mouvement contre la loi sécurité globale, des décrets viennent d'étendre le champs de collecte de fichiers de police aux opinions politiques, convictions philosophiques, à l'appartenance syndicale et à des données de santé. (...) Déjà, les deux décrets élargissent les cibles possibles de la collecte : ce ne sont plus seulement les personnes qui sont visées mais aussi les personnes morales - donc potentiellement des associations - « ainsi que des groupements »... Pire, alors que ces fichiers visaient jusque ici des données sur les activités des personnes (des faits), les décrets étendent la collecte aux « opinions politiques », « convictions philosophiques, religieuses ou une appartenance syndicale ». (...) « Le gouvernement s'engage sur la voie du délit d'opinion »
- **Macron autorise le fichage politique** - Quand on dit que Le Pen et Macron, c'est la même chose, on nous répond parfois que « oui, mais au moins, sous Macron, on a encore la liberté syndicale et de s'organiser politiquement ! » Ce droit - fort théorique puisqu'il est devenu très compliqué d'être syndiqué sans voir ses

conditions de travail durablement affectées - va vous attirer des problèmes, car il fera l'objet de fichage politique. (...) Le CAC 40 vient de clôturer en bourse son meilleur mois depuis trente ans. Les droits sont piétinés, les profits se portent au mieux. La liberté, c'est pour eux, le fascisme c'est pour nous.

- **Huit mois de prison ferme pour un militant documentant les violences policières** - Les gilets jaunes et leurs soutiens n'en finissent plus de payer durement devant les tribunaux leur engagement. Ian, membre du collectif Désarmons-les, interpellé en septembre 2019 pour rébellion et outrage à Montpellier, vient de se voir infliger une peine de prison ferme. Son récit et ceux des témoins racontent, vidéo à l'appui, une toute autre version et révèlent plutôt un acharnement judiciaire. (...) Plus d'un an après les faits, le verdict est tombé au terme d'une audience qualifiée de « farce grotesque » par le prévenu et certains présents, une audience également marquée par un « déchaînement de violence et de mépris » de la part de la cour. « Malgré les évidences criantes, leur prisme d'analyse totalement binaire et manichéen les amène à considérer toute personne critique envers l'action des forces de l'ordre comme un parasite à écraser sous sa botte, à réduire au silence », détaille Désarmons-les dans son communiqué.
- **Le journal indépendant Saxifrage condamné pour une citation relative au circuit automobile d'Albi** (...) Croulant sous des frais de justice sans commune mesure avec ses moyens (8.000euros en tout, dont 6.000 euros de frais d'avocat), le journal connaît aujourd'hui un péril financier sans précédent qui menace totalement son activité - pour la simple et bonne raison qu'il a dû se défendre
- **Fouilles à nu et agressions sexuelles : flics violeurs au Mesnil-Amelot** - En quelques semaines plusieurs personnes prisonnières ou proches de prisonniers au CRA du Mesnil Amelot avec qui nous avons été en contact nous ont raconté qu'elles avaient subi des violences sexuelles de la part des flics.

Inutile d'en ajouter, ces élements, qui font suite à beaucoup d'autres, connus ou inconnus, suffisent à informer toute personne honnête de la réalité noire du régime en place.

Oui, c'est gerbant, ça fait très peur, mais au lieu de rester sidérés, nous allons devoir résister collectivement et fermement.

**Macron : champion des lois liberticides, sur fond d'autoritarisme brutal et policier** Le macron-lepénisme

# MACRO-LEPENISME

« Je n'accepte pas qu'un soupçon de liberticide pèse sur la majorité et sur ma personne [...] On aura besoin des jeunes et des électeurs de gauche au second tour en 2022. Si la gauche ne voit pas de différence entre Le Pen et moi sur les libertés, ça peut poser problème. »

Cynisme, déconnexion, stupidité profonde ? Peut-être les trois à la fois. C'est la déclaration hallucinante de Macron relevée par le Canard Enchainé. Macron met déjà en scène un affrontement entre la droite extrême qu'il incarne et

l'extrême droite qu'il s'acharne à faire monter par tous les moyens.

¡ Le gouvernement le plus autoritaire, violent, répressif et anti-social depuis la guerre d'Algérie, celui qui veut imposer une Loi de Sécurité Globale dictatoriale « n'accepte pas de soupçon de liberticide ».

¡ Le gouvernement qui mutile en masse, militarise sa police, enferme les opposants veut que « la gauche et les jeunes » votent pour lui.

¡ Le gouvernement qui mutile dans les quartiers, fait la guerre aux musulmans et traque les exilés avec une brutalité extrême prétend fait la « différence avec Le Pen ».

**Macron, c'est Le Pen, mais sans contre-pouvoirs. Il n'y aura pas d'alternative électorale : Révolution ou barbarie.**

Source : Canard Enchainé du 2 décembre

(post de Nantes Révoltée)

# ë÷L'AUDACE DE L'INDÉCENCE ë÷

Vidéo postée par le compte Twitter officiel de la mission française à l'ONU. Accompagné du message suivant :
« La pandémie ne doit pas servir de prétexte

- aux restrictions de l'espace de la soc. civile
- au recul de l'Etat de droit
- aux atteintes à la liberté d'expression
- à la détention arbitraire d'opposants
- à une remise en cause de la lutte contre les violences faites aux femmes »

(post et VIDEO sur Cerveaux non disponibles)

Copyright © Ricochets

**Macron : champion des lois liberticides, sur fond d'autoritarisme brutal et policier**

# èAVEC LA "LOI DE SÉCURITÉ GLOBALE" : PRISON FERME POUR DES FUMIGÈNES !

**Un article extrêmement répressif contre la "pyrotechnie"**

¡ Dans toutes les manifestations syndicales, les cortèges de pompiers, lors des matchs de foot, dans les cortèges lycéens, dans certaines fêtes de rue, dans les clips de musique et même dans un cadre privé : ils sont là. Les fameux fumigènes rouges, les incontournables de toute photo de manif, de tout rassemblement de supporters. Avec la « loi de sécurité globale », la simple possession d'un tel objet pourra vous envoyer derrière les barreaux.

¡ On a beaucoup parlé des différents articles de cette loi, qui est en réalité une batterie de mesures dictatoriales : interdiction de filmer la police, plus de pouvoirs à la sécurité privée et aux polices municipales, militarisation accrue des policiers nationaux, drones, reconnaissance faciale ... Mais l'Article 30 est passé inaperçu. Il est pourtant, lui aussi, très inquiétant.

¡ Cet article prévoit 6 mois d'emprisonnement et 7500Euros d'amendes pour le fait « d'acquérir, détenir, manipuler ou utiliser des articles pyrotechniques sans posséder les connaissances techniques », ou pour celles et ceux qui « mettent à disposition des articles pyrotechniques à des personnes ne disposant pas des connaissances techniques particulières ». Magasins de farces et attrapes, marins qui donnent de vieux fumis, etc... Et les peines sont alourdies à un an de prison si « les infractions sont commises au moyen d'un réseau de communication électronique ».

¡ Les termes sont volontairement vagues pour taper large. Concrètement, c'est la possibilité pour la police de jeter en cellule et d'envoyer au tribunal n'importe quel lycéen qui a un fumi dans son sac, n'importe quel syndicaliste ou Gilet Jaune avec son fumigène, n'importe quel jeune pris dans un quartier avec un feu d'artifice, n'importe quel supporter ... On imagine facilement, à cause de cette loi, des convocations au commissariat bien après les manifs, pour une personne photographiée avec un fumigène. La CGT a du soucis à se faire. Ne parlons même pas de celles et ceux qui aiment les feux d'artifice en manif !

Copyright © Ricochets

¡ Ce délit de « port d'engin pyrotechnique » pourra être l'occasion de harceler des responsables syndicaux ou des manifestants lambdas contre qui on ne trouve rien à reprocher. On imagine aussi des peines s'alourdir si la police découvre un fumigène ou un pétard chez vous. Bref, un grand nombre de personnes qui ont déjà fait une manif sont concernées. Les supporters et les habitants des quartiers, qui font les frais d'une forte répression anti « pyrotechnie » depuis un certain temps, également.

¡ Cet article 30, comme tous les autres, est à jeter. La « loi de sécurité globale » est une offensive généralisée pour frapper toutes celles et ceux qui vivent encore un peu dans ce pays, et pour donner les pleins pouvoir à la police. Il faut absolument obtenir son retrait total et inconditionnel.

(post de Nantes Révoltée)

# I LOI SÉCURITÉ GLOBALE - Au fait qu'est-ce que ça change ?

Petit récapitulatif pour ceux qui n'ont eu vent que de l'article 24 et qui cherchent encore des raisons pour se bouger.
Petit festival de bonnes nouvelles :
VAS EN PRISON ET RESTES-Y !
[Art.23] Les personnes condamnées pour certaines infractions commises à l'encontre d'un policier -ou d'un élu- ne bénéficieront plus de remise (réductions effectives) de peines. Jusqu'ici, cette exception était réservée aux seuls actes TERRORISTES...
SOURIEZ VOUS ÊTES FILMÉ !
[Art.20 à 22] La loi offre un cadre légal aux nouveaux moyens de captation d'image par la police et à son exploitation en temps réel : multiplication des DRONES et des CAMÉRAS portatives individuelles.
ATTENTION LE SHÉRIF EST EN VILLE !
[Art.25] Les policiers pourront garder leur ARME de service...EN DEHORS DU SERVICE. Dans les lieux publics comme privés et en tout temps. Les poulets ne se sépareront plus de leur meilleur ami.
VIGILE : DE SOUS-FIFRE À SOUS-FLIC
[Art.7 à 19] Les agents de sécurité privée pourront effectuer des contrôles d'identité et nous escorter directement au poste de police. Fuir un vigile devient à présent un délit.
LE GARDE CHAMPÊTRE DEVIENT UN VRAI FLIC
[Art.1 à 6] Les compétences des flics municipaux se développent, notamment en matière de police judiciaire. Ils pourront effectuer des contrôles d'identité, dresser des procès verbaux...
ET ON S'ARRÊTE PLUS...
Assouplissement des règles d'intervention pour les militaires de Sentinelle ; Sanctions pénales pour les acheteurs, détenteurs et utilisateurs d'articles pyrotechniques.
PETIT BONUS : FICHÉ POUR VOS OPINIONS POLITIQUES
[Décret du 4/12/2020] Les individus considérés et fichés comme dangereux pour la "sécurité publique" ne seront plus seulement renseignés selon leurs "activités politiques" mais aussi selon leurs "convictions" et "opinions"...

4 EN BREF : on donne plus de moyens aux forces de l'ordre et aux enquêteurs, on accroît les effectifs d'intervention en déléguant aux villes et aux privées, et on pénalise davantage.
Ces mesures visent une nouvelle fois tous ceux qui luttent et qui vivent de la débrouille. Alors même qu'une explosion sociale s'annonce, laissant penser que luttes et petites activités illégales pour survivre vont s'intensifier, le gouvernement anticipe et frappe dans tous les sens !

"Si l'on plonge subitement une grenouille dans de l'eau chaude, elle s'échappe d'un bond ; alors que si on la plonge dans l'eau froide et qu'on porte très progressivement l'eau à ébullition, la grenouille s'engourdit ou s'habitue à la

température pour finir ébouillantée."

(post de Rennes DTR)

# ESPRIT DE CORPS

**Le préfet de Paris sponsorise avec l'argent public la défense des tabasseurs de Michel Zecler**

¡ Il y a dix jours, une équipe de policiers organisait une expédition raciste extrêmement violente contre un producteur de musique noir, suivi au hasard et tabassé dans son propre studio. Les policiers sont allés jusqu'à jeter une grenade lacrymogène dans l'appartement fermé, risquant de tuer tous ses occupants, avant de braquer leurs armes à feu sur le producteur, puis de le tabasser à nouveau dans la rue. Une agression en bande, une tentative d'homicide raciste. Le tout, intégralement filmé.

¡ Deux jours plus tard, le syndicat d'extrême droite Alliance lançait une « cagnotte » de soutien aux policiers mis en cause. Preuve de l'esprit de corps dans la police : une solidarité totale, y compris en cas d'exactions gravissimes et indéfendables. Preuve aussi qu'il ne s'agissait en aucun cas de « brebis galeuses » ni de « dérapages isolés », mais du fonctionnement « normal » de l'institution policière.

¡ Les agents n'auront même pas besoin de cagnotte ! Le préfet de Paris va financer directement les frais de justice des tabasseurs. En effet, Didier Lallement accorde la « protection fonctionnelle » aux policiers. C'est un aspect peu connu des violences policières, mais révélateur : les rares policiers qui sont poursuivis bénéficient du paiement intégral de leurs frais de justice par l'argent public. Autrement dit, le policier qui mutile aura les meilleurs avocats payés par vos impôts, pendant que le mutilé devra s'endetter pour mener à bien une procédure coûteuse et longue. Et ça se passe comme ça depuis des années. Selon Libération, l'enveloppe des frais des contentieux du ministère de l'Intérieur a explosé ces dernières années. 20,8 millions d'euros en 2017, 33 millions en 2018, et encore une forte augmentation prévue en 2020 "liée aux nombreuses manifestations".

¡ Dans le cas de Michel Zecler, il s'agit en plus d'un double discours accablant : le gouvernement a fait semblant de condamner l'agression raciste, mais il organise, en réalité, le financement des policiers agresseurs. Pour rappel, la « protection fonctionnelle » dans la fonction publique signifie « l'expression de la solidarité nationale ».
¡ C'est l'espr
it de corps qui donne une telle puissance à la police, et qui lui permet d'imposer sa loi depuis des années, dans les rues, au parlement et sur les plateaux télés. Un esprit qui fait défaut aux mouvements de résistance : pendant que les forces de l'ordre se couvrent systématiquement, les manifestants se déchirent pour une poubelle brûlée ou un acte monté en épingle par des médias hostiles. Face au fascisme qui vient, faisons bloc.

(post de Nantes Révoltée)

# ¬ "CASSEURS", MÉDIAS ET STRATÉGIE : QUELQUES RÉPONSES

**Réponses aux remarques entendues ces derniers jours**

Depuis une semaine, la question des « casseurs » et des « black blocs » monopolise les débats. Les chaînes dominantes diffusent en boucle des sujets sur les « violences » et appellent à augmenter la répression, alors même que des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue contre une loi liberticide. Cette manipulation crée d'importantes divisions au sein même du mouvement en cours. Quelques réponses pour déjouer les pièges et la confusion :

¡ « Les revendications sont éclipsées par les violences ». C'est un titre lu dans Le Monde et une idée répandue chez une partie des opposants au gouvernement. En d'autres termes, le « black bloc » retiendrait l'attention au détriment de la manif. Sauf qu'il est prouvé que c'est faux. Plusieurs études montrent que les manifestations paisibles ne passent quasiment pas dans les médias, et que leurs revendications ne sont jamais entendues. On peut le déplorer, s'en indigner, mais c'est un fait que vous aurez tous constaté. On ne compte plus les dizaines de manifestations d'enseignants, d'ouvriers, de soignants ou d'autres professions qui passent totalement inaperçues - quelques secondes en fin de JT - parce qu'elles restent sages. **Paradoxalement, l'obsession médiatique pour les débordements bénéficie à la mobilisation du moment, puisqu'elle fait exister un mouvement dans le débat. Elle pousse le pouvoir à réagir plutôt que d'ignorer totalement le sujet.**

¡ « Les médias ne parlent que des affrontements ». C'est en partie vrai. Mais dans ce cas c'est le traitement médiatique qu'il faut dénoncer, et pas les actions directes de certains manifestants. Quand bien même vous ne partagez pas leurs méthodes, ce ne sont pas eux qui sont dans les rédactions. Si BFM TV ne faisait que des sujets sur ceux qui collent des autocollants dans les manifestations, au détriment de toutes les autres actions et revendications, c'est BFM qu'il faudrait blâmer et non les colleurs d'autocollants. Quoiqu'il en soit, se focaliser sur les affrontements sans dénoncer ce qui les provoque, c'est dénoncer les conséquences sans parler des causes : totalement malhonnête.

¡ **« La violence ne résout rien ». Depuis quarante ans, le nombre de mobilisations victorieuses est infime. Pourtant, les gouvernements ont tout cassé : retraites, droit du travail, écologie, libertés publiques, santé... Les rares victoires ou petites avancées se comptent sur les doigts d'une main. Parmi elles, le retrait du CPE, arraché par 3 mois de manifestations sauvages et d'émeutes de la jeunesse. Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, annulé par une résistance acharnée sur le terrain. Et quelques concessions pendant les Gilets Jaunes, obtenues parce que Macron était terrorisé par le climat insurrectionnel. Dans un monde idéal, il suffirait d'avoir les bons arguments pour faire entendre raison au gouvernement. Dans la réalité, il n'y a que quand le pouvoir se sent menacé qu'il lâche du lest.**

¡ **« Les casseurs nous discréditent ». Une partie de la gauche dénonce les « casseurs » mais s'enthousiasme sur les insurrections, souvent plus violentes, qui ont lieu ailleurs, du Chili à Hong Kong jusqu'aux USA**. C'est une véritable dissonance cognitive. Cette incohérence est aussi historique : on ne peut pas prendre la Révolution française, la Commune de Paris ou la Résistance pour références - c'est à dire des moments de lutte armée - tout en dénonçant la première poubelle brûlée. Un peu de logique.

¡ **« La police laisse faire les casseurs ». Cette remarque, entendue partout, n'est pas seulement complètement absurde, vu les milliers de peines et de blessures qui tombent sur les manifestants ces dernières années, elle est aussi inquiétante politiquement**. En disant que la police « laisse faire », vous insinuez qu'elle ne réprime pas assez, ou pas assez efficacement. En bref, vous appelez à encore plus de répression, plus d'arrestations, plus de sanctions. Et ça, c'est exactement ce que réclament les syndicats policiers d'extrême droite. Et c'est exactement l'objet de la « loi de sécurité globale ».

¡ « Et les mouvements pacifistes ? ». Deux citations pour y répondre : « Les barricades sont les voix de ceux qu'on n'entend pas », du pasteur non-violent Martin Luther King. Autrement dit, lorsque l'injustice est trop forte et que le pouvoir ne veut rien entendre, la révolte est légitime. Malgré tous ses appels au calme, Luther King a d'ailleurs été

Copyright © Ricochets

assassiné, et le soulèvement massif de milliers d'afro-américains a fait vaciller l'Amérique raciste de l'époque. Quant à l'autre modèle des apôtres du pacifisme, Gandhi, il avait déclaré : « là où il n'y a le choix qu'entre lâcheté et violence, je conseillerai la violence ». **En somme, c'est le pouvoir qui fixe le niveau de tensions. Si les revendications légitimes contre le Régime autoritaire étaient entendues, il n'y aurait pas besoin de révolte. Si le capitalisme n'était pas aussi violent, il n'y aurait pas de violences en retour.**

**Ne laissons pas les médias aux ordres inverser le réel, nous diviser, et confisquer le récit de nos résistances.**

(post de Nantes Révoltée)

**Macron : champion des lois liberticides, sur fond d'autoritarisme brutal et policier** En GAV pour un commentaire facebook sur la police

# ÑLE PIRE EST DÉJÀ LA ! Ñ

Aujourd'hui une manifestante a été convoquée au commissariat. Elle ne savait pas pourquoi et a découvert qu'elle était incriminée pour un commentaire à une publication sur facebook. Un simple commentaire considéré comme un outrage à policier.

Sans soutifs, sans lacets au commissariat et considérée comme une menace pour la société pour avoir simplement écrit sa pensée.

Comble de l'abject, cette manifestante avait été touchée par un LBD à une manif de soignants il y a quelques mois.

Macron est bien en guerre...

(post de Cerveaux non disponibles)

*Post-scriptum :*

# BILAN DES BLESSÉS DU 5 DÉCEMBRE 2020 WW MONSTRUEUX WW

**PARIS :**

Racoon :
Soin 1 : homme 30 ans plaie superficielle à la lèvre suite à charge de fdo
Soin 2 : homme 20 ans hématome avec gonflement 5 cm suite à LBD à la cheville
Décontamination : 30
Street médic étoile bleu :
Soin 1 : homme 30 ans tir de LBD en pleine tête, hémorragie externe + gonflement
Soin 2 : Malaise dû aux gaz
Décontamination : 50 70
Team Black Cat Medic et Bure indep
15h20
Desencerclante genou gauche Gambetta homme 35 ans
15h40 desencerclante jambe  gauche Gambetta homme 30 ans

Copyright © Ricochets

16h desencerclante femme 45 ans jambe gauche et cheville gauche
18h40 desencerclante République femme cheville
18h50 gm2l impact jambe et perte de connaissance
Evac pompier
À la place de la republique :
Homme, Hématome plus abrasion (environ 8cm diamètre), haut de cuisse droite et impact pied gauche (gm2l)
Homme, impact profond 1-2 cm de diamètre sur un molet
Homme, un gros impact pas beau plus hematome sur le côté d'un pied
Homme, main droite mutilée (Je met pas les détails)
Femme, léger malaise du aux gaz
En coordination avec différentes équipes de street médic de Paris :
Doigts arraché (suspicion à confirmer : dégâts causé par une Grenade de desencerclement)
Suite aux dégâts causé par cette mutilation, Cerveaux non disponibles nous confirme que le membre a été amputé
Pascal et amelie Indep paris :
Soin 1 : 15h50 - 94 av. Gambetta - H 30 - Hématome au mollet - Proj. Inconnu - Evacuation camion syndical.
Soin 2 : 16h00 - 167 av. Gambetta - F 40 Journaliste - Hématome au bras - Proj. Inconnu - Pas d'évacuation.
Soin 3 : 16h10 - 167 av. Gambetta - H 50 - Plaie à l'arcade sourcilière - Proj. Inconnu - Evacuation pompier.
Team Indépendant Human Matters, Red, Marina :
Avenue Gambetta
Blessé 1 : Homme Tir de LBD plaie Front (en Co avec Guillaume Paris secours)
Blessé 2 :Homme Tir de desancerclante  Tuméfaction au dessus du coude avec légère contusions Sans évacuation
Blessé 3 : Homme Plaie Main (Inconnu)
Blessé 4 : Homme Tir de desancerclante Tuméfaction bras gauche sans contusions.
Blessé 5 : Journaliste Morceau de verre au pied.
Blessé 6 : Homme Contusions Main Tir de desancerclante
Blessé 7:Homme Blessure tête sans plaies ou pc (perte de connaissance)
Blessé 8 : Homme Blessures tête sans plaies ou pc (vertige ) sans apparition de bosse.
Blessé 9 : Femme le trentaine crise de panique et contamination gazeuse du à une charge et une oppression des force de l'ordre dans la nasse.
3/4 décontamination gazeuse à mains
Une 50 de décontamination gaz .
Au cours de cette manifestation nous avons dû nous occuper de notre camarade victime de coup de gazeuse et de gaz lacrymogènes combiné malgré son masque à gaz. Et l'évacuer des gaz pour la prendre en charge.
Nous remercions les copains de nous avoir aidés
PSJ paris :
Homme la vingtaine : Lbd cheville .
Femme la vingtaine : malaise gaz
Homme la quarantaine:malaise gaz
Homme la quarantaine:malaise gaz
Homme la quarantaine : main arraché grenade evac pompiers
Homme la cinquantaine : lbd cuisse
Homme quarantaine : impact visage  grenade evac pompiers
Décontamination : 30_40

**LYON :**
Lacrymo : plus de 200 décontaminationd
Prises en charge :
Soin 1:Homme 20 ans
Présente plaie au mollet , plaie d'environ 1cm de diamètre peu profonde.
Surement suite tir LBD ou grenade de désencerclement.
Arrêt du saignement , nettoyage de la plaie et pose d'un bandage .
Laissé sur place. (LSP)
Soin 2:Homme 20 ans
Présente douleur cuisse suite tir LBD.
Application de froid sur zone.
LSP
Équipe medics 38 qui était à lyon
entre 20 et 40 décontamination
Soin 1 : tir de LBD sur le côté de la main, hématome

**RENNES :**
50 à 150 décontaminations
Soin 1:impactée à la jambe, tir de LBD40 ; hématome
¡ On a entendu un second tir de LBD40, mais on ne sait pas s'il a touché, si c'est le cas nous n'avons pas localisée

Copyright © Ricochets

la personne touchée.
¡ Plusieurs personnes ont été impactées à la tête par des débris ou des galets de grenades lacrymogène, sans nécessité de prise en charge.

**TOULOUSE :**
Soin 1 : homme crise d'asthme
125 décontaminations

TOTAL : 37 blessés léger à très grave

Copyright © Ricochets